

# Nouvelles constatations sur le contrôle des sociétés canadiennes et son évolution au cours des 10 dernières années 2007 à 2016

Par Pamela Kinga Gill  
Division de l'organisation et des finances de l'industrie

Date de diffusion : le 1 août 2018



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

---

## Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca).

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

**Courriel** à [STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca](mailto:STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca)

**Téléphone** entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- |   |                |
|---|----------------|
| • Service de renseignements statistiques                                    | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur   | 1-514-283-9350 |

### Programme des services de dépôt

- |                             |                |
|-----------------------------|----------------|
| • Service de renseignements | 1-800-635-7943 |
| • Télécopieur               | 1-800-565-7757 |

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca) sous « Contactez-nous » > « [Normes de service à la clientèle](#) ».

## Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Industrie 2018

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

*This publication is also available in English.*

---

# Nouvelles constatations sur le contrôle des sociétés canadiennes et son évolution au cours des 10 dernières années

## 2007 à 2016

Le présent rapport est une publication spéciale visant à mettre en évidence de nouvelles connaissances sur l'étendue du contrôle étranger des sociétés dans l'économie Canadienne par de 2007 à 2016. Il illustre l'évolution du contrôle étranger en fonction de regroupements par macro-régions et par pays, et pour les groupements d'industries financières et non financières.

### Introduction

Statistique Canada administre la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM) qui permet de recueillir des informations sur la propriété auprès des entreprises qui mènent des affaires au Canada. Ces renseignements sont recueillis pour mieux comprendre dans quelle mesure le contrôle étranger est répandu au Canada.

Ce rapport est centré sur trois variables financières principales qui servent à mesurer le contrôle étranger : l'actif total, les revenus d'exploitation et les bénéfices d'exploitation.<sup>1</sup>

- L'actif total est l'ensemble des ressources économiques sur lesquelles une entreprise exerce un certain contrôle. Ces ressources comprennent l'encaisse et les dépôts, les comptes débiteurs et les produits courus, les stocks, les placements et les comptes avec les sociétés mères, les filiales et les sociétés affiliées, les investissements de portefeuille, les prêts consentis à d'autres entreprises et les immobilisations.
  - o Les mesures du contrôle étranger basées sur l'actif offrent une perspective à plus long terme. L'actif est un élément de stock qui reflète les décisions économiques et les conditions du marché dont l'évolution est plus lente au fil du temps.
- Les revenus d'exploitation sont le produit de la vente de biens et de services, de location et de location exploitation, et le produit de commissions, de droits de franchisage et de redevances. Les mesures basées sur les revenus, par ailleurs, correspondent à un élément de flux et sont étroitement liées au cycle commercial.
  - o Les revenus ont tendance à refléter la situation actuelle des entreprises et, de ce fait, ils sont plus instables que les mesures basées sur l'actif.
- Les bénéfices d'exploitation sont la différence entre les revenus et les dépenses d'exploitation.
  - o Les bénéfices constituent une mesure de la santé financière et du bien-être d'une société et peuvent être utilisés pour évaluer le rendement et la durabilité de cette dernière.

Les statistiques financières mentionnées dans ce rapport sont compilées à partir de données au niveau des entreprises. Elles englobent l'ensemble des entreprises constituées en société qui exercent leurs activités au Canada, y compris les entreprises publiques fédérales et provinciales, mais excluent les entreprises classées sous; Gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55), Organismes religieux (SCIAN 8131), Organisations

1. Statistique Canada. *Loi sur les déclarations des personnes morales : concepts et Indicateurs*. Consulté en ligne : [http://www23.statcan.gc.ca/fmdb-bmdi/document/2503\\_D5\\_T9\\_V1-fra.pdf](http://www23.statcan.gc.ca/fmdb-bmdi/document/2503_D5_T9_V1-fra.pdf)

politiques (SCIAN 81394), Administrations publiques (SCIAN 91), et sous Fonds et autres instruments financiers (SCIAN 526).

Une entreprise est une unité statistique : il peut s'agir d'une société unique, ou d'un regroupement de sociétés sous une même propriété ou un même contrôle pour lequel des états financiers consolidés sont produits. Aux fins de la présente analyse, les termes, entreprise et société sont utilisés de façon interchangeable. La population étudiée englobe l'ensemble des sociétés sous contrôle étranger exerçant leurs activités au Canada.

Il est question de contrôle d'une société s'il existe une possibilité d'influencer la prise de décisions stratégiques du conseil d'administration d'une société. Le plus souvent, lorsqu'on parle de contrôle étranger, le pays de contrôle est le pays de résidence de la société mère, de la famille d'entreprises, de la société de fiducie, de la succession ou du groupe lié qui exerce ce contrôle étranger. Une société dont les actions avec droit de vote appartiennent à parts égales à des sociétés sous contrôle canadien et étranger est sous contrôle canadien. Si deux sociétés sous contrôle étranger possèdent, à parts égales, les actions avec droit de vote d'une société installée au Canada, on désigne le pays de contrôle selon un ordre de préséance des pays de contrôle basé sur le niveau global de contrôle étranger au Canada. À titre d'exemple, les États-Unis ont préséance sur tous les autres pays étrangers parce qu'ils ont le plus haut niveau global de contrôle étranger au Canada.

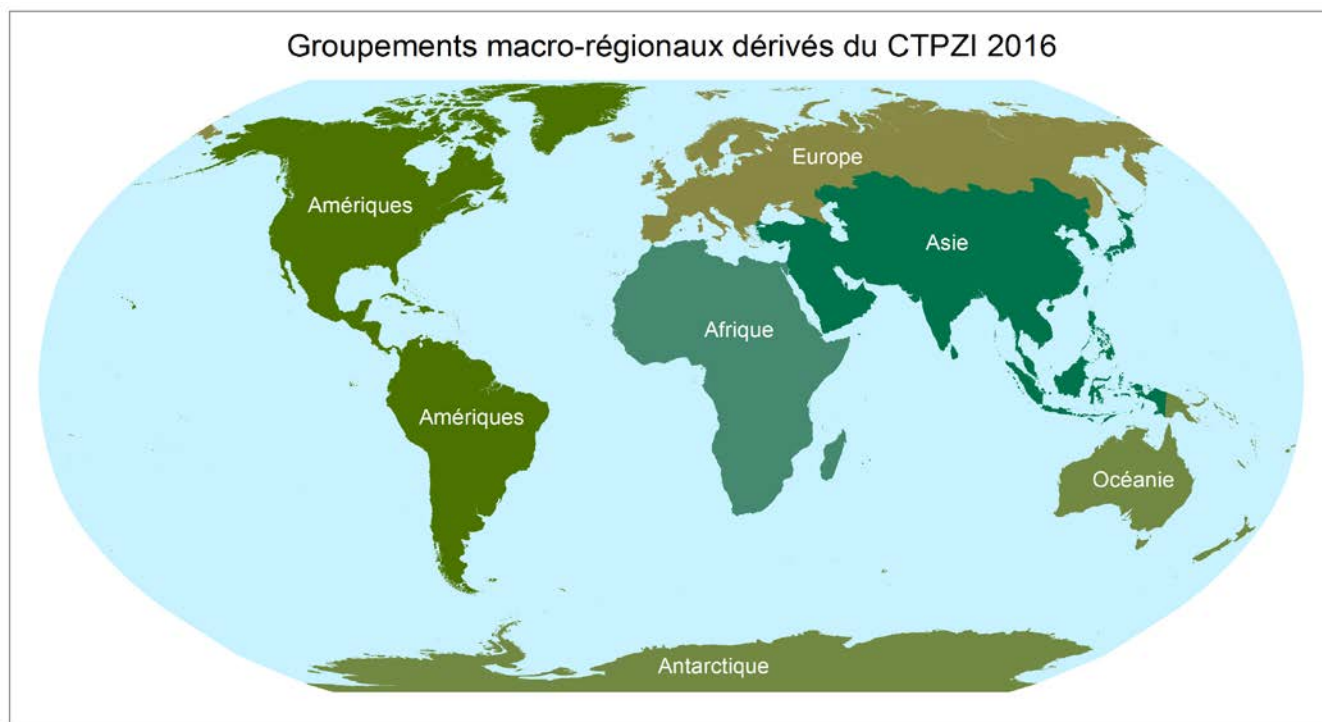
## Concepts et méthodologie

Traditionnellement, le contrôle étranger était détenu par les partenaires commerciaux les plus importants du Canada : les États-Unis, l'Union européenne (dont Le Royaume Uni, la France, l'Allemagne et les Pays Bas) et le Japon. En 2016, cette répartition représentait toujours 79,1 % de l'actif total sous contrôle étranger au Canada. Ainsi et pour les besoins de cette publication, tous les autres pays étaient regroupés sous une seule catégorie résiduelle. Cependant, comme plusieurs de ces pays deviennent des acteurs importants dans l'économie canadienne, cette publication offre des détails additionnels par pays couvrant 90,6 % des actifs sous contrôle étranger.

Les données ont été compilées par macro-régions géographiques en faisant appel à la structure de la Classification type des pays et des zones d'intérêt (CTPZI 2016).

Ces macro-régions sont les suivantes :

1. Amériques
2. Europe
3. Afrique
4. Asie
5. Océanie
6. Antarctique et Îles adjacentes

**Carte 1**

Le présent article regroupe les régions de l'Océanie avec celles de l'Antarctique et des îles adjacentes et les désigne sous l'appellation « Océanie et Antarctique » par souci de simplicité, de manière à publier les statistiques nécessitant d'autres suppressions nécessaires pour préserver la confidentialité des données.

La catégorie résiduelle a été subdivisée de nouveau en cinq autres catégories résiduelles correspondant chacune à une macro-région. À titre d'exemple, deux d'entre elles sont appelées « Autres pays d'Asie » et « Autres pays d'Europe » etc.

Lorsque cela était possible, les données par pays ont été extraites de leurs groupes résiduels respectifs et présentées séparément, lorsque le contrôle étranger dépassait un niveau seuil de propriété après un certain nombre d'années consécutives. Les données présentées par pays doivent également satisfaire aux exigences de confidentialité internes et si tel n'est pas le cas, le pays est regroupé à l'intérieur de la macro-région résiduelle.

Le résultat final est un ensemble de données permettant aux utilisateurs de suivre, au fil du temps, les tendances de contrôle des sociétés dans l'ensemble des macro-régions, à l'intérieur de leurs groupes résiduels respectifs et dans chaque pays particulier.

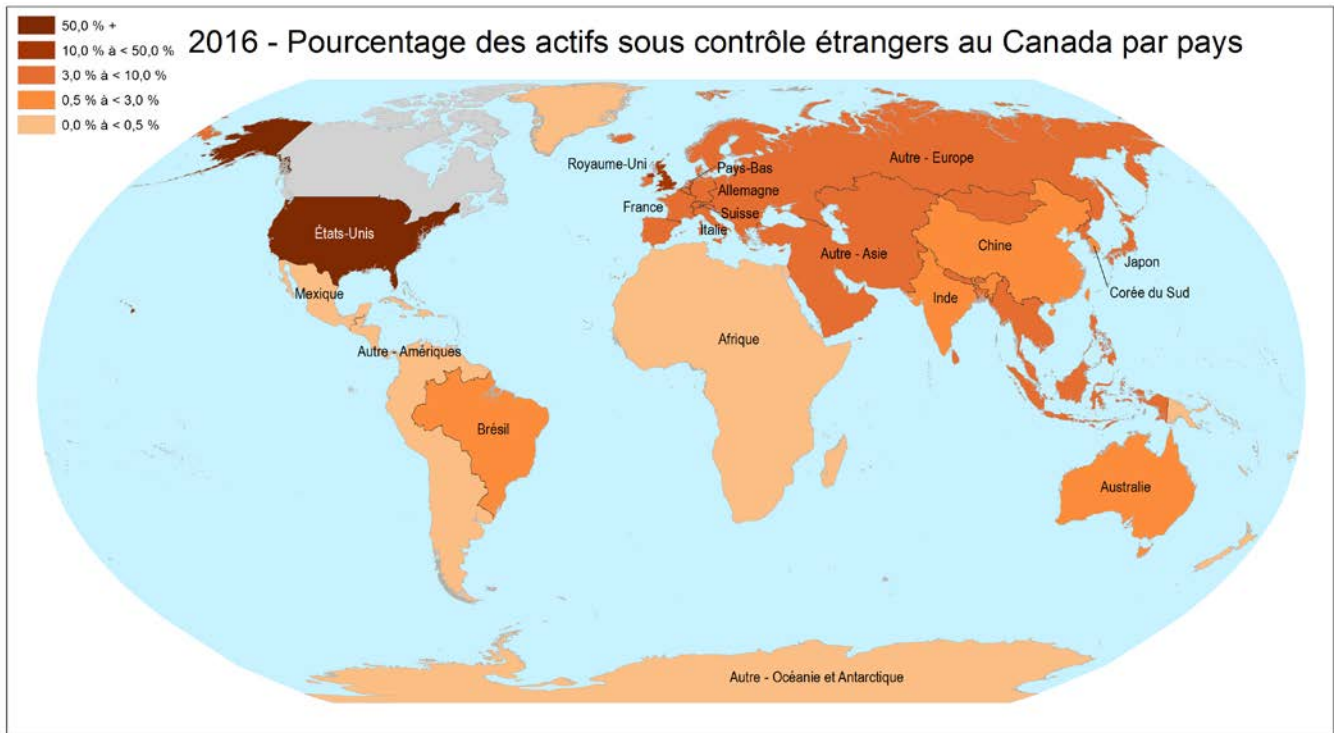
### **Qui contrôle les sociétés canadiennes et comment la situation a-t-elle évolué ces 10 dernières années?**

La présente analyse mesure le contrôle de l'économie des sociétés canadiennes au moyen des trois variables suivantes : l'actif, les revenus d'exploitation et les bénéfices d'exploitation, l'accent étant mis sur l'actif. Elle élargie la portée des précédents rapports sur la LDPM en décomposant les données par macro-régions, par pays, et par groupement d'industries financières et non financières de 2007 à 2016. Cette analyse permet de constater que la part du contrôle étranger des sociétés canadiennes qui exercent leurs activités ou sont établies au Canada, a diminué au cours de la période étudiée. Par ailleurs, les caractéristiques du contrôle étranger, telles que mesurées en fonction de l'actif, des revenus d'exploitation et des bénéfices d'exploitation, ont évolué au cours de la dernière décennie.

## Le contrôle étranger de l'économie canadienne est moins répandu aujourd'hui qu'il ne l'était il y a 10 ans

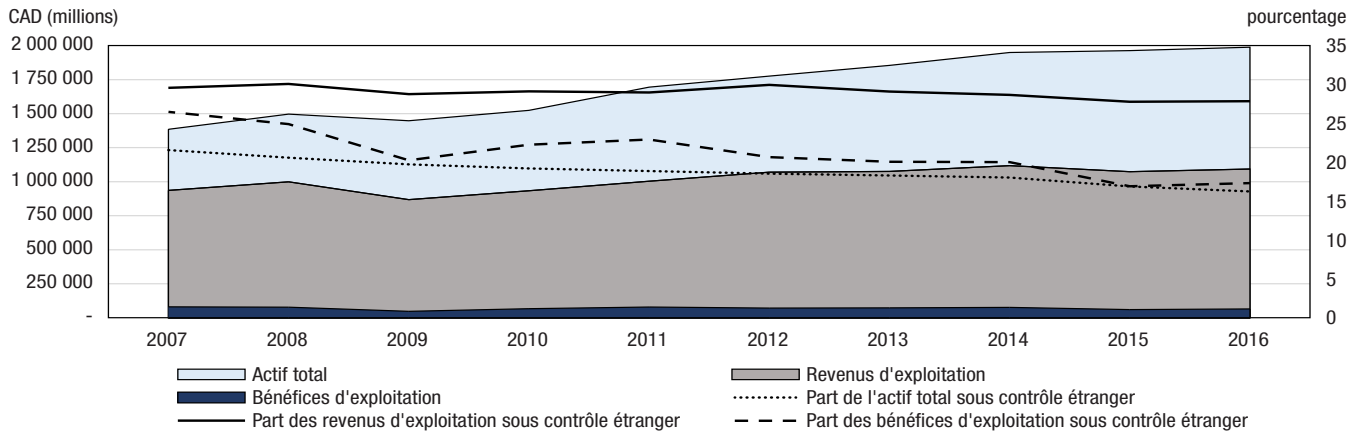
Les sociétés, incluant, le plus important contributeur au contrôle étranger au Canada, les États-Unis, ont vu leur part d'actif total sous contrôle étranger baisser entre 2007 et 2016, une baisse qui s'applique également au deuxième contributeur en importance, le Royaume Uni. Par contre, les sociétés de la macro-région de l'Asie ont affiché une croissance de leur part d'actif total sous contrôle étranger, une croissance entraînée notamment par le Japon, la Chine, la Corée du Sud et l'Inde.

### Carte 2



Bien que la valeur totale de l'actif sous contrôle étranger dans l'économie canadienne ait augmenté régulièrement de 2007 à 2016, la part correspondante de l'actif total sous contrôle étranger a connu une baisse. Cela indique une présence moindre du contrôle étranger dans les sociétés canadiennes. Les niveaux indiqués dans le graphique 1 n'ont pas été corrigés pour tenir compte de l'inflation.

**Graphique 1**  
**Valeurs et parts totales de l'actif, des revenus d'exploitation et des bénéfices d'exploitation sous contrôle étranger dans l'économie canadienne de 2007 à 2016**

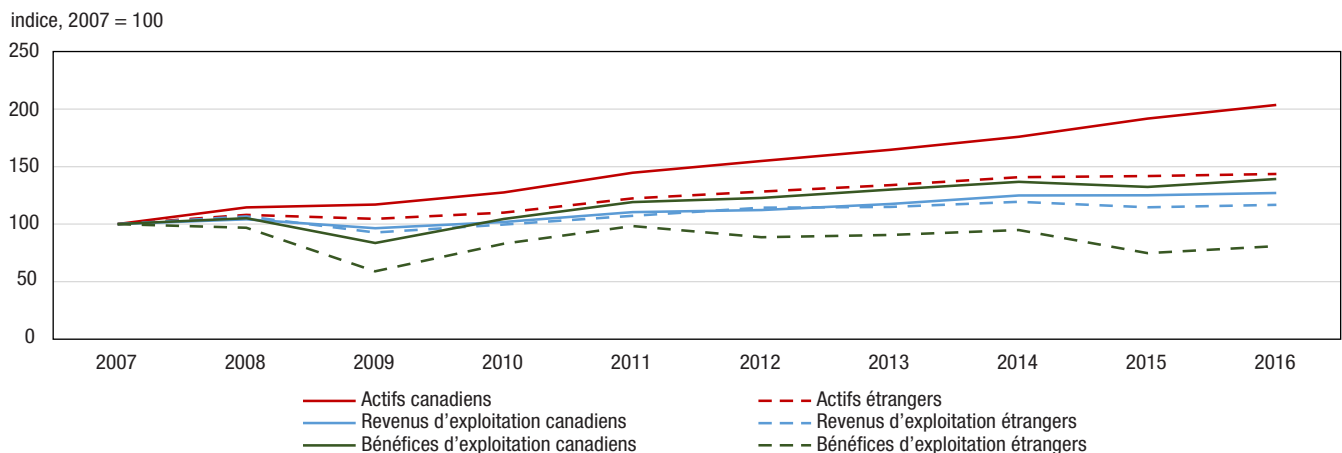


Source : Statistique Canada, tableau 33-10-0084-01

### Les sociétés sous contrôle canadien connaissent une croissance plus rapide

En indexant les valeurs sur l'année de référence 2007 (sans correction pour tenir compte de l'inflation), l'actif des sociétés sous contrôle canadien a augmenté de 103,6 %, les revenus d'exploitation de 27,1 %, et les bénéfices d'exploitation de 39,2 %. Dans le même temps, les valeurs de l'actif et des revenus d'exploitation des entreprises sous contrôle étranger ont augmenté de 43,6 % et 16,8 %, respectivement, tandis que les bénéfices d'exploitation ont enregistré une baisse de 19,2 %.

**Graphique 2**  
**Croissance des sociétés sous contrôle canadien par rapport aux sociétés sous contrôle étranger**

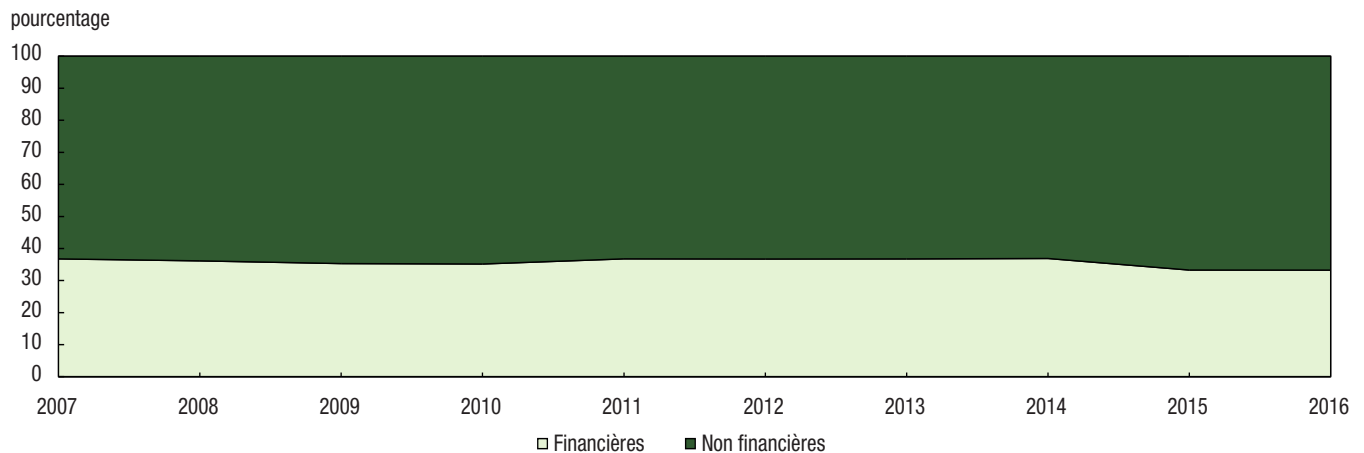


Source : Statistique Canada, tableau 33-10-0084-01

## Les actifs des sociétés sous contrôle étranger sont concentrés dans le groupement d'industries non financières

Les sociétés sous contrôle étranger sont plus répandues dans le groupement non financier que dans le groupement financier. Par contre, les sociétés sous contrôle canadien sont plus également réparties entre les deux groupements d'industries. La plupart des activités liées au groupement financier sont représentées par des entreprises œuvrant dans l'industrie de l'intermédiation financière par le biais de dépôts, une industrie qui comprend surtout des banques. Il s'agit d'une industrie extrêmement réglementée au Canada, ce qui explique pourquoi la proportion des entreprises sous contrôle étranger n'a pas dépassé les 40,0 % au cours de la période étudiée.

**Graphique 3**  
**Part des actifs sous contrôle étranger, par groupement d'industries de 2007 à 2016**



Source : Statistique Canada, tableau 33-10-0084-01

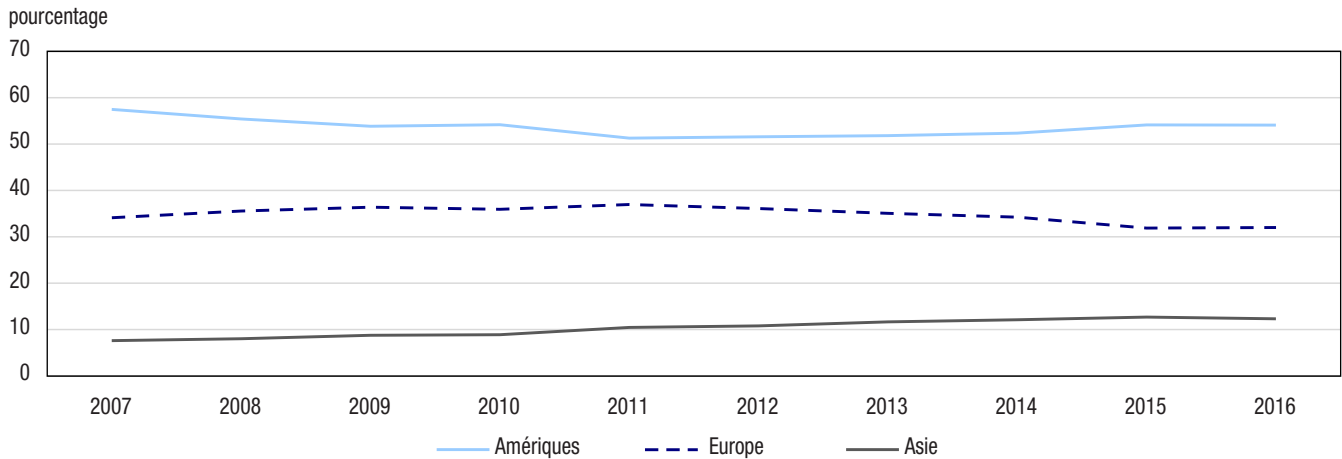
*Comment la part des actifs des sociétés sous contrôle étranger a-t-elle évolué?*

## La répartition des actifs sous contrôle étranger par macro-région a évolué au cours du temps

La plupart des sociétés du Canada sous contrôle étranger relèvent de pays situés dans les trois macro-régions suivantes : les Amériques, l'Europe et l'Asie. Prises ensemble, les macro-régions de l'Afrique, de l'Océanie et de l'Antarctique ne représentent pas plus de 2,0 % des sociétés sous contrôle étranger au cours d'une année donnée et sont donc largement exclus d'une analyse plus approfondie dans ce rapport.



#### Graphique 4 Part des actifs sous contrôle étranger par macro-région, de 2007 à 2016



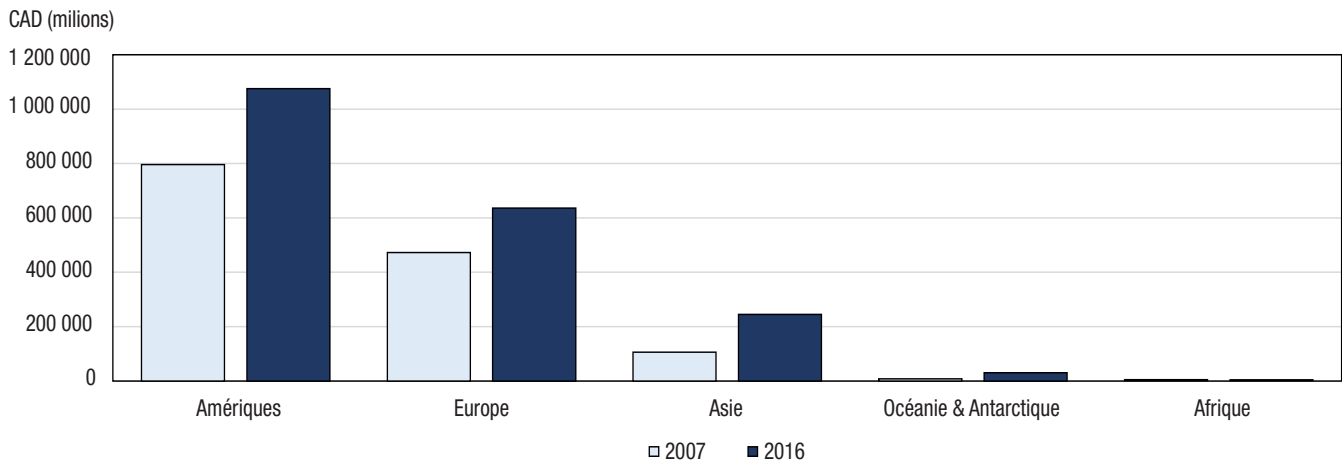
Source : Statistique Canada, tableau 33-10-0084-01

Les sociétés sous contrôle étranger de la macro-région des Amériques sont dominantes, mais ont vu leur part diminuer au cours de la période étudiée. Alors que la part des sociétés sous contrôle de pays européens est demeurée relativement stable de 2007 à 2016, la part des sociétés contrôlées par la macro-région de l'Asie a augmenté régulièrement.

#### La valeur nominale des actifs a augmenté pour la plupart des macro-régions

À l'exception de l'Afrique, les sociétés sous contrôle étranger des autres macro-régions ont connu une augmentation de la valeur nominale de leurs actifs entre 2007 et 2016.

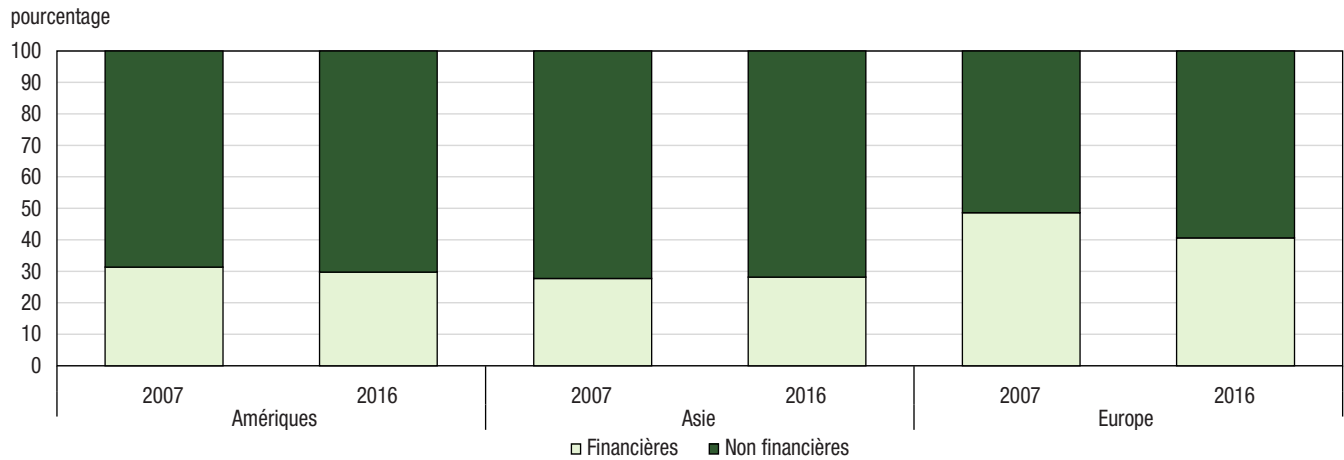
#### Graphique 5 Niveaux d'actifs sous contrôle étranger, par macro-région



Source : Statistique Canada, tableau 33-10-0084-01

La répartition par sous groupement d'industries, de 2007 à 2016, montre une différence de composition entre les diverses macro-régions. À titre d'exemple, les sociétés sous contrôle de pays européens détiennent plus d'actifs dans le groupement financier que celles contrôlées par les macro-régions des Amériques ou de l'Asie.

**Graphique 6**  
Répartition, par macro-région, des actifs sous contrôle étranger par groupement d'industries

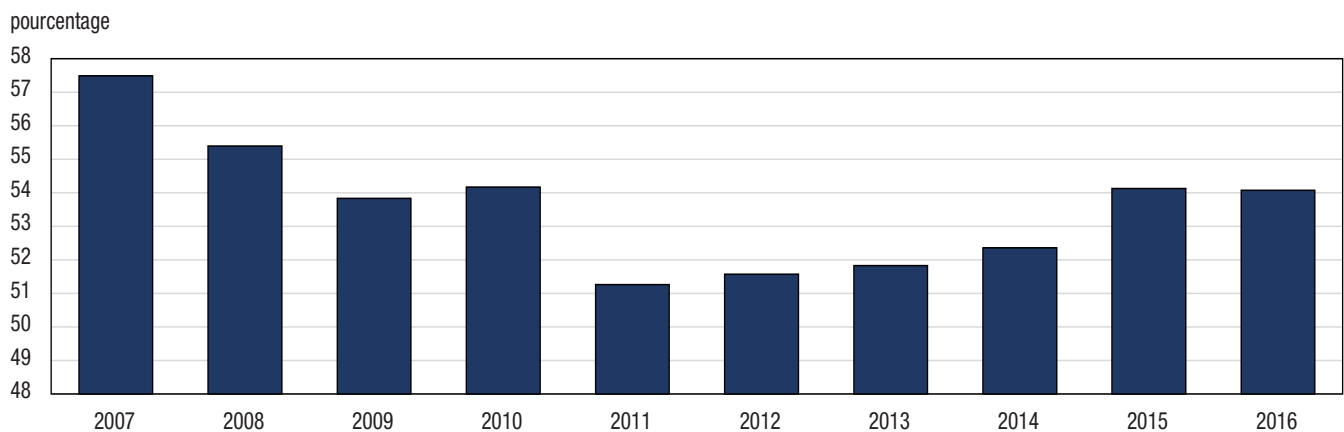


Source : Statistique Canada, tableau 33-10-0084-01

**Les sociétés contrôlées par la macro-région des Amériques détiennent la plus grande part des actifs étrangers**

En 2007, les Amériques contribuaient pour 57,5 % de l'actif total détenu par les sociétés sous contrôle étranger au Canada, ce chiffre ayant légèrement reculé pour s'établir à 54,1 % 10 ans plus tard. La prédominance des Amériques dans le contrôle étranger des sociétés canadiennes est révélateur de relations économiques solides entre le Canada et ses voisins au sud de la frontière, notamment les États-Unis, le partenaire commercial le plus important du Canada.

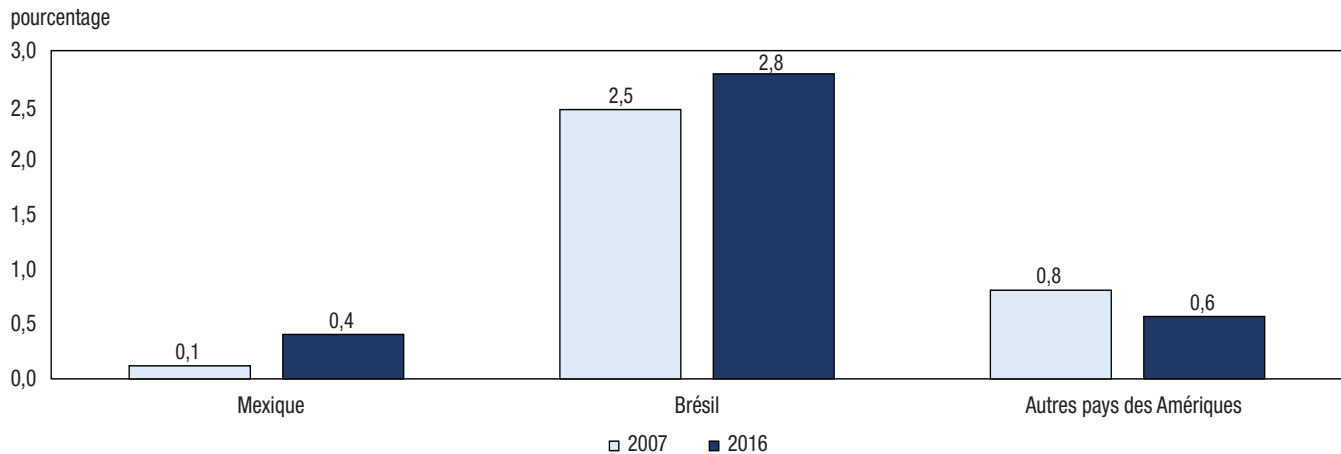
**Graphique 7.1**  
Part de l'actif total détenu par la macro-région des Amériques, de 2007 à 2016



Source : Statistique Canada, tableau 33-10-0084-01

Une répartition par pays indique que les sociétés sous-contrôle étatsunien représentent pour 96,2 % des actifs détenus par la macro-région correspondante en 2016, en légère baisse par rapport à 2007 (96,6 %). Par contre, les sociétés contrôlées par le Brésil et le Mexique ont vu leur part d'actifs augmenter de 2007 à 2016.

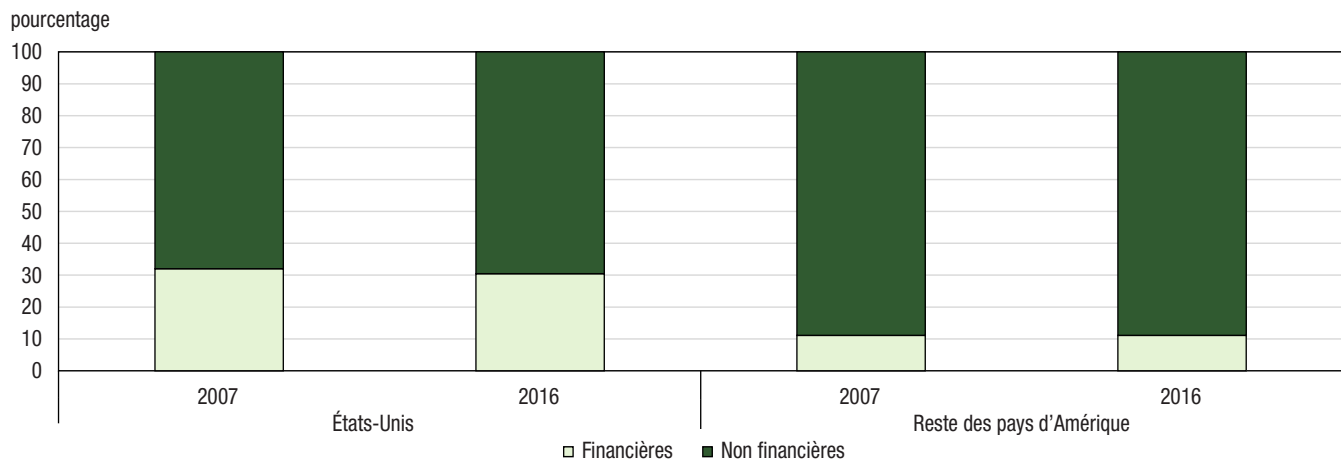
### Graphique 7.2 Part de l'actif total détenu par les pays de la macro-région des Amériques



Source : Statistique Canada, tableau 33-10-0084-01

De 2007 à 2016, les sociétés sous contrôle étatsunien ont diminué de 1,6 % leur part d'actifs détenus dans le groupement financier, tandis que les sociétés contrôlées par les autres pays de cette macro-région ont gardé leurs parts agrégées pratiquement inchangées. Pour les besoins du graphique suivant, le Mexique et le Brésil ont été fusionnés dans le groupe des pays résiduels pour constituer le « Reste des Amériques ».

### Graphique 7.3 Répartition, par groupement d'industries, des actifs détenus par la macro-région des Amériques



Source : Statistique Canada, tableau 33-10-0084-01

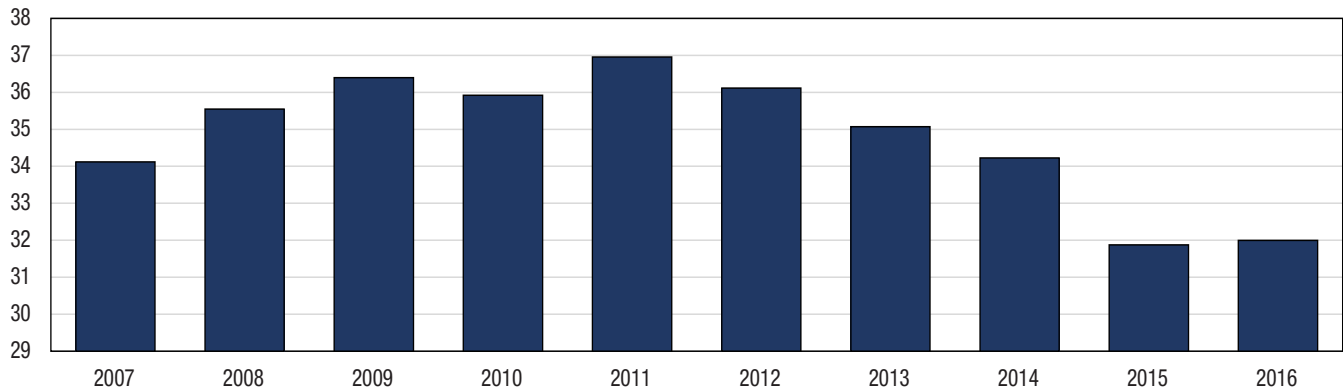
## La part des sociétés contrôlées par l'Europe est restée globalement inchangée

En 2007, les sociétés contrôlées par les pays en Europe ont représenté 34,1 % de l'ensemble des actifs des entreprises au Canada, menant à un sommet de 37,0 % en 2011 suivi d'une baisse constante à 32,0 % en 2016. La part de contrôle étranger des sociétés canadiennes que détient cette macro-région vient du fait que les relations économiques sont traditionnellement fortes entre le Canada et l'Europe.

### Graphique 8.1

#### Part de l'ensemble des actifs étrangers détenue par la macro-région de l'Europe, de 2007 à 2016

pourcentage

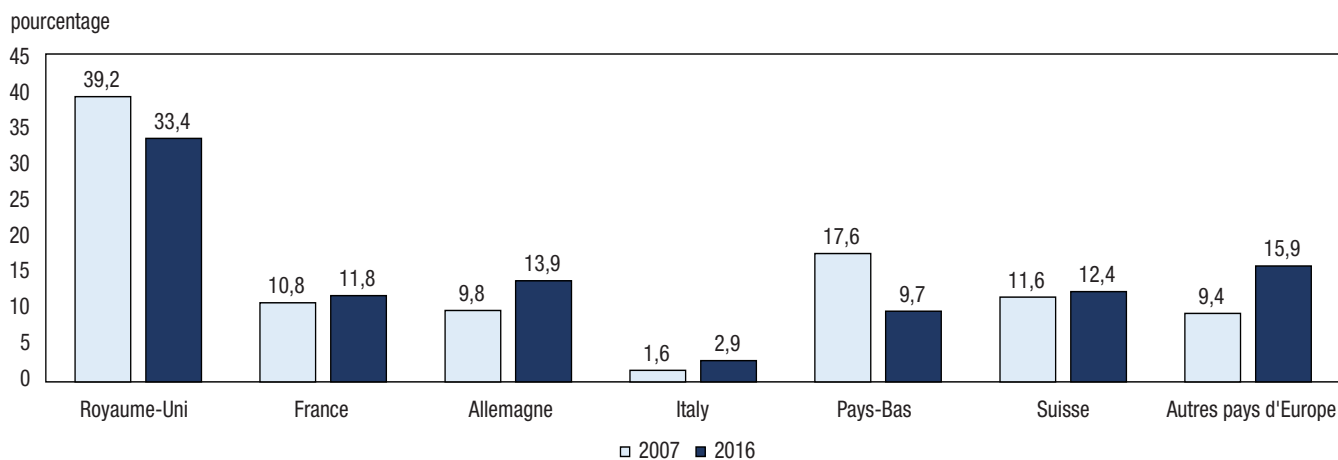


Source : Statistique Canada, tableau 33-10-0084-01

La répartition détaillée des pays de l'Europe comprend les sociétés contrôlées par le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Suisse, la France, les Pays-Bas et l'Italie, en ordre décroissant de propriété des actifs en 2016. De nouveaux pays européens émergent en tant qu'acteurs au sein des entreprises dans l'économie canadienne, comme en témoigne le groupe résiduel de la macro-région qui est devenu la deuxième plus grande influence européenne en 2016, passant de 9,4 % de la macro-région en 2007 à 15,9 % en 2016.

Les entreprises contrôlées par la Grande Bretagne représentent la part d'actifs la plus importante de la macro-région de l'Union européenne au cours de la période étudiée. Les entreprises contrôlées par les pays européens résiduels ont accru leurs parts d'actifs respectifs à l'exception des Pays Bas, qui ont connu une baisse de 7,9 % au cours de la période étudiée. Les entreprises contrôlées par la Suisse ont été les seules à demeurer relativement stables de 2007 à 2016.

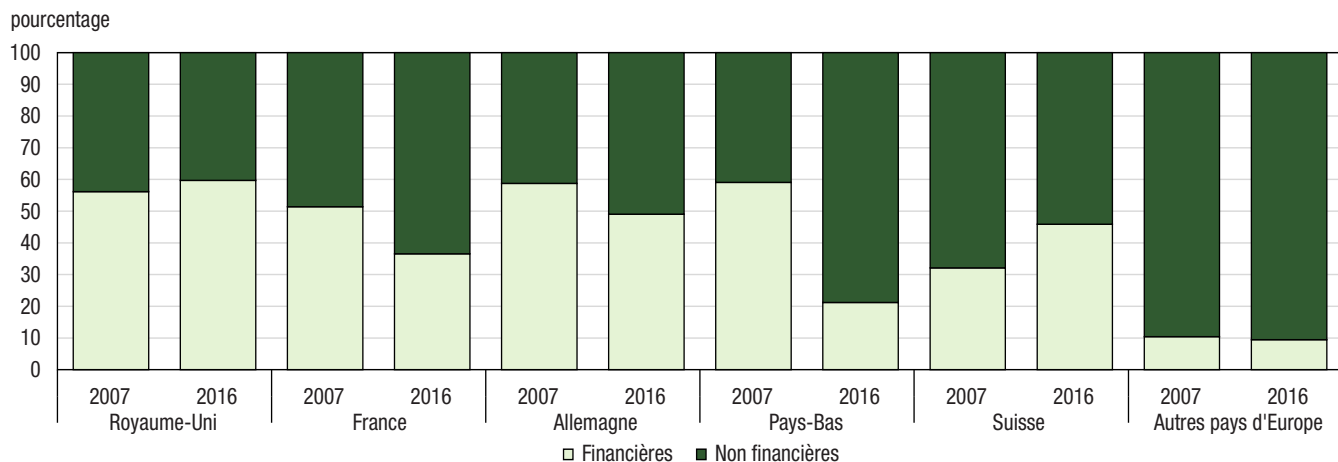
**Graphique 8.2**  
**Part de l'actif total détenu par les pays de la macro-région de l'Europe**



Source : Statistique Canada, tableau 33-10-0084-01

Une répartition de la propriété des actifs entre les groupements d'industries de 2007 à 2016 indique comment certains pays ont modifié leur composition entre le groupement financier et le secteur non financier. Parmi les pays présentés dans le graphique ci-dessous, le Royaume-Uni et la catégorie résiduelle ne varient pas significativement entre 2007 et 2016. Ce n'est pas le cas pour les pays restants, qui eux présentent des changements dans la composition des actifs détenus, et ce dans les groupements d'industries non financières et financières.

**Graphique 8.3**  
**Répartition, par groupement d'industries, des actifs détenus par la macro-région d'Europe**

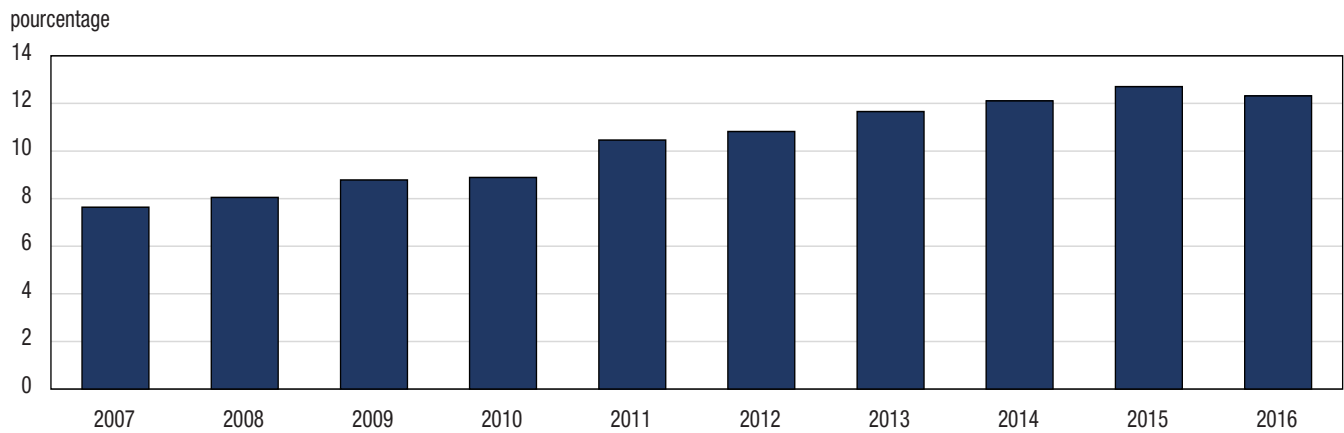


Source : Statistique Canada, tableau 33-10-0084-01

### Les entreprises contrôlées par les pays asiatiques augmentent leurs parts d'actifs sous contrôle étranger au Canada

En 2007, les entreprises contrôlées par la macro-région de l'Asie ont représenté 7,6 % de l'actif total sous contrôle étranger, ce chiffre ayant augmenté pour atteindre 12,3 % 10 ans plus tard.

**Graphique 9.1**  
**Part de l'ensemble des actifs étrangers détenue par la macro-région de l'Asie, de 2007 à 2016**

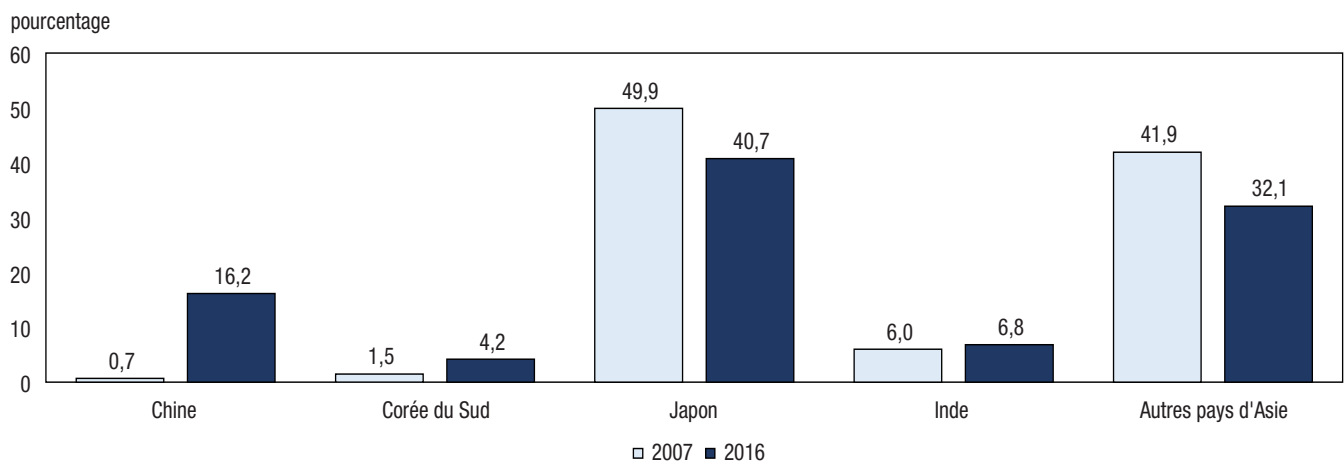


Source : Statistique Canada, tableau 33-10-0084-01

La répartition détaillée par pays asiatiques comprend les entreprises contrôlées par le Japon, la Chine, l'Inde et la Corée du Sud, en ordre décroissant de propriété des actifs contrôlés par l'étranger en 2016. Les pays résiduels de la macro-région jouent aussi un rôle notable, se plaçant juste derrière le Japon en 2016.

Les sociétés contrôlées par le Japon sont le plus grand contributeur du contrôle étranger, mais ont perdu du terrain par rapport à la Chine, à l'Inde et à la Corée du Sud, qui renforcent leur présence dans l'économie des sociétés canadiennes.

**Graphique 9.2**  
**Share of total assets owned - countries in Asia**

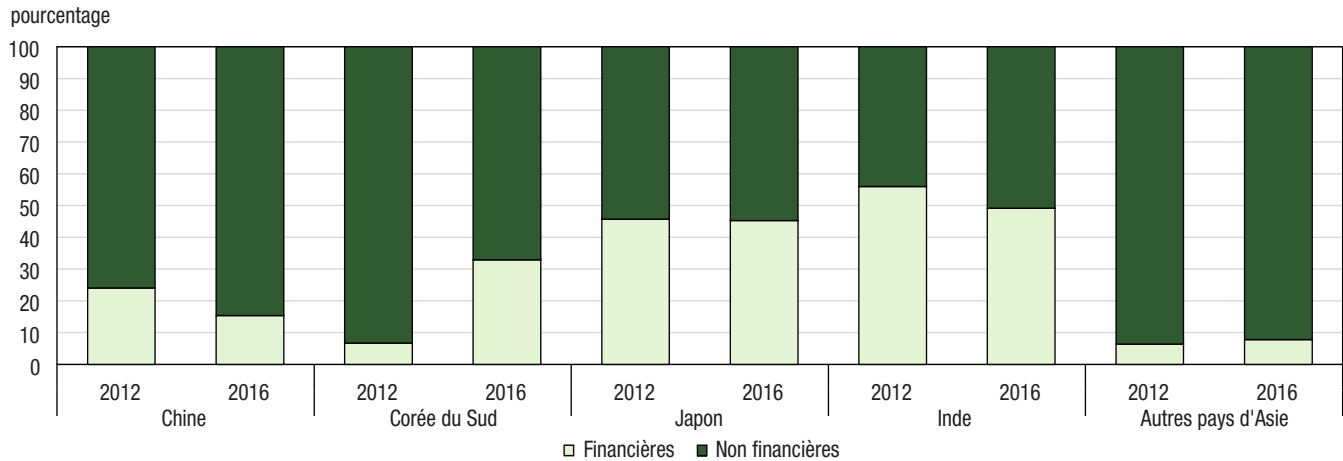


Source : Statistique Canada, tableau 33-10-0084-01

La répartition par groupement d'industries des actifs de sociétés sous contrôle des pays asiatiques indique que les sociétés contrôlées par la Chine sont concentrées dans le groupement non financier, par opposition aux entreprises sous contrôle du Japon et de l'Inde qui sont presque également réparties entre le groupement financier et le groupement non financier. Les sociétés sud-coréennes ont accru leur participation dans le

groupement financier de 2012 à 2016. Le graphique ci dessous a pour point de départ 2012, puisque les données antérieures à cette année pour cette macro-région ont été supprimées pour des raisons de confidentialité.

### Graphique 9.3 Répartition, par groupement d'industries, des actifs détenus par la macro-région d'Asie



Source : Statistique Canada, tableau 33-10-0084-01

## Conclusion

De 2007 à 2016, le contrôle étranger dans l'économie canadienne c'est accru, tel que mesuré par l'augmentation nominale des actifs sous contrôle étranger qui a atteint près de deux milliards de dollars en 2016. Cependant, la part du contrôle étranger dans les sociétés canadiennes a diminué au cours des dix dernières années, ce qui indique que la croissance des actifs sous contrôle étranger est surpassée par la croissance des actifs sous contrôle canadien.

Le principal constat de ce rapport est l'évolution des tendances du contrôle étranger: alors que la part des actifs sous contrôle étranger dans les macro-régions des Amériques et de l'Europe a diminué entre 2007 et 2016, l'Asie a vu sa part relative augmenter. Cette tendance à la hausse est le résultat de pays tels que la Chine, l'Inde, le Japon et la Corée du Sud ayant une présence accrue dans les sociétés canadiennes depuis 2007.

Ce rapport souligne également la prépondérance du contrôle étranger dans le groupement d'industries non financières au Canada entre 2007 et 2016.

Alors que les États-Unis et le Royaume-Uni restent les deux premières sources d'influence des entreprises parmi tous les pays étrangers, leurs parts de contrôle ont diminué au cours des dix dernières années.